



Expertise comptable
Commissariat aux comptes

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU VAR

15 RUE CHAPTAL
83956 LA GARDE CEDEX

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2019

jb audit conseil

56, rue Saint-Philippe - 06000 Nice

Tél : 04 93 86 50 86 - Fax : 04 93 86 09 86

Web : www.jbaudit.com - E-mail : secretariat@jbaudit.com

Bureaux à Antibes, Beaulieu-sur-Mer, Cannes, Mouans-Sartoux, Nice



MEMBRE

Réseau international
d'experts indépendants
Présents en France et dans 50 pays



Expertise comptable
Commissariat aux comptes

**Union Départementale des
Associations Familiales du Var**
15, rue Chaptal
83956 La Garde cedex

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

A l'assemblée générale ordinaire du 19 septembre 2019 de l'UDAF sur 3 pages plus 25 pages d'annexes.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale du 8 juin 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'UDAF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes assurés que les principes comptables appliqués par l'UDAF ne donnent pas lieu à interprétation.

Rapport général exercice clos le 31 décembre 2019 - Total bilan 3 389 237 €

1/3

jb audit conseil

56, rue Saint-Philippe - 06000 Nice
Tél : 04 93 86 50 86 - Fax : 04 93 86 09 86
Web : www.jbaudit.com - E-mail : secretariat@jbaudit.com
Bureaux à Antibes, Beaulieu-sur-Mer, Cannes, Mouans-Sartoux, Nice



**Réseau international
d'experts indépendants**
Présents en France et dans 50 pays

L'association tient une comptabilité organisée en sections, tenant compte à la fois de l'activité de l'institution, représentant une section, et des activités spécifiques, représentant trois sections distinctes.

Les comptabilités sont ensuite consolidées. C'est cette consolidation, qui fait l'objet de notre certification, après que l'auditeur se soit assuré que chaque comptabilité reflète l'activité des secteurs concernés, les charges communes étant réparties en fonction d'unité d'œuvre entre les sections.

Nous avons constaté qu'il n'existait pas d'évènements ou de décisions ayant une incidence importante sur les comptes et nous nous sommes assurés qu'aucun élément significatif n'est constitué à partir d'estimations fondées sur des données subjectives.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion tel qu'arrêté par le conseil d'administration du 25 juin 2020 et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la Loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs de capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes, qui ont été préalablement examinés par la commission financière de l'association, ont été arrêtés en visioconférence par votre Conseil d'Administration du 25 juin dernier, auquel nous avons participé également par visioconférence.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme

significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NICE, ce jour 4 août 2020.

Pour JB AUDIT CONSEIL,
Jean-Louis BOTTERO,

Commissaire aux Comptes.

Rapport général exercice clos le 31 décembre 2019 - Total bilan 3 389 237 €

3/3

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Autres immobilisations incorporelles	114 342	114 342		739
	Immobilisations incorporelles en cours				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	37 000	237	36 763	
	Installations techniques, matériels et outillage				
	Autres immobilisations corporelles	679 597	575 544	104 054	124 221
	Immobilisations corporelles en cours				
ACTIF CIRCULANT	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Participations et créances rattachées	1 800 000		1 800 000	1 800 000
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	3 169		3 169	5 525
	Autres immobilisations financières	732		732	732
TOTAL (I)		2 634 840	690 122	1 944 718	1 931 217
COMPTES DE LIAISON	Comptes de liaison (1)				
	TOTAL (II)				
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et fournitures				
	Autres approvisionnements				
	En-cours de production (biens et services)				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	240		240	21 654
	CREANCES (2)				
	Créances redevables et comptes rattachés (3)	245 306	42 797	202 509	195 405
	Autres créances	157 786		157 786	127 366
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 055 779		1 055 779	1 026 199
	Charges constatées d'avance	28 205		28 205	9 661
	TOTAL (III)	1 487 317	42 797	1 444 519	1 380 285
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF		4 122 157	732 919	3 389 238	3 311 502

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre ce dernier et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an :

Dont à plus d'un an :

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2019	31/12/2018
Fonds propres	Fonds associatifs sans droit de reprise	156 852	156 852
	Ecart de réévaluation sans droit de reprise		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Dons et legs		
	- Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
	Ecart de réévaluation avec droit de reprise		
	RESERVES		
	Excédents affectés à l'investissement		
	Réserves de compensation	5 754	5 754
	Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	Autres réserves	257 175	257 175
	REPORT A NOUVEAU		
	Report à nouveau (gestion non contrôlée)	1 052 385	1 041 349
	Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	(798)	(798)
	Résultat sous contrôle de tiers financeurs	(45 188)	(67 101)
	Dépenses non opposables au tiers financeurs	(158 173)	(158 173)
	RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)(1)	94 414	32 949
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	PROVISIONS REGLEMENTEES		
	Couverture du besoin en fonds de roulement		
	Amortissements dérogatoires et prov. pour renouvellement des immobilisations		
	Réserves des plus-values nette d'actif		
	Immobilisations grevées de droits		
	Provisions règlementées		
	TOTAL (I)	1 362 422	1 268 007
	Comptes de liaison		
	TOTAL (II)		
	Provisions pour risques	11 715	83 878
	Provisions pour charges	509 589	473 907
	Fonds dédiés	82 612	50 600
	TOTAL (III)	603 916	608 386
DETTES (1)	DETTES (4)		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	79 484	63 097
	Emprunts et dettes financières divers (3)	18 111	1 300
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Redevables créditeurs	99 048	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	90 884	141 150
	Dettes fiscales et sociales	689 632	730 388
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes (5)	445 742	499 174
	Produits constatés d'avance		
	TOTAL (IV)	1 422 900	1 435 109
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL (V)		
	TOTAL PASSIF	3 389 238	3 311 502

(1) Dont compte 1201 :

et compte 1291 :

résultats sous contrôle de tiers financeurs.

(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques. 337

(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.

(4) Dont à plus d'un an :

Dont à moins d'un an : 1 422 900

(5) Dont fonds des majeurs protégés : 203 432

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises		
	Production vendue		
	- prestations de services	160 644	166 823
	- divers	13 181	5 640
	Production stockée ou déstockage de production		
	Production immobilisée		
	Dotations et produits de tarification	3 766 322	3 796 796
	Subventions d'exploitations et participations	248 853	253 230
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	21 987	134 556
	Transfert de charges	6 363	7 705
	Autres produits	55 110	63 963
	Total des produits d'exploitation	4 272 459	4 428 713
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières premières et fournitures		
	Variation de stock		
	Achats d'autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Achats non stockés de matières et fournitures	45 725	45 859
	Services extérieurs et autres	604 492	618 124
	Impôts, taxes et versements assimilés		
	- sur rémunérations	275 135	219 753
	- autres	5 055	4 999
	Charges de personnel		
	- salaires et traitements	2 324 478	2 400 714
	- charges sociales	809 806	970 425
	- autres charges de personnel	38 493	46 889
	Dotation aux amortissements et provisions		
	Dotation aux amortissements :		
	- des immobilisations	33 140	32 437
	- des charges d'exploitation à répartir		
	Dotation aux dépréciations et provisions :		
	- sur actif circulant	32 406	17 962
	- pour risques et charges d'exploitation	50 090	82 337
	Autres charges	33 686	47 942
	Total des charges d'exploitation	4 252 506	4 487 443
	RES ULTAT D'EXPLOITATION	19 953	(58 729)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

RESULTAT D'EXPLOITATION		19 953	(58 729)
PRODUITS FINANCIERS	De participations et des immobilisations financières	89 910	100 000
	Revenus des valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers	27	29
	Reprises sur provisions		
	Transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	89 937	100 029
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges assimilées	1 526	2 252
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		1 526	2 252
RESULTAT FINANCIER		88 411	97 777
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		108 364	39 047
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	3 033	15 276
	- exercices antérieurs		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions		
	- reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	- reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
	- reprises sur provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif		
	- reprises sur autres provisions	72 163	
Total des produits exceptionnels		75 196	15 276
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	- exercice courant	57 134	12 088
	- exercices antérieurs		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	- dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	- dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
	- dotations aux provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif		
	- dotations aux autres provisions réglementées		
Total des charges exceptionnelles		57 134	12 088
RESULTAT EXCEPTIONNEL		18 062	3 188
IMPOTS SUR LES BENEFICES			
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		5 093	1 752
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		37 105	11 039
TOTAL DES PRODUITS		4 442 686	4 545 771
TOTAL DES CHARGES		4 348 271	4 512 821
EXCEDENT ou DEFICIT		94 414	32 949
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		

Etats financiers au 31/12/2019

Annexes

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **3 389 238** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **4 442 686** euros
 - un total charges de **4 348 271** euros
 - dégage un résultat de **94 414** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2019**
- finit le **31/12/2019**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association UDAF** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'UDAF du Var est une Association Loi 1901 qui relève du Code de l'Action Sociale et des familles. Constituée le 7 mars 1946, cette association a fait l'objet d'une déclaration en sous-préfecture de Toulon le 12 avril 1946 publiée au JO.

Conformément à l'article L211-7 de ce même Code, les statuts de l'UDAF du Var ont été agréés par l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales). Par cet agrément, l'association UDAF du Var jouit de plein droit de la reconnaissance d'établissement d'utilité publique.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

AGREMENTS DE L'ASSOCIATION

Service de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (PJM)

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations Familiales du Var, pour la régularisation d'un service mandataire judiciaire à la

protection des majeurs, situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex destiné à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle et/ou de la mesure d'accompagnement judiciaire, dans les ressorts des tribunaux

d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Service délégué aux prestations familiales (DPF)

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations

Familiales du Var, pour la régularisation d'un service délégué aux prestations familiales situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex, destiné à exercer des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Association de consommateurs

L'UNAF et les UDAF sont reconnues comme association de consommateurs depuis 1988.

L'UDAF du Var bénéficie de cet agrément.

Agrément Education Nationale

Par arrêté du ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative, en date du 24

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

janvier 2012, l'UNAF et les UDAF sont considérées comme association éducatives complémentaires de l'enseignement public » (article D.551-1 du code de l'éducation), c'est-à-dire apportant leur concours à l'enseignement public pour :

- Des interventions pendant le temps scolaire en appui aux activités d'enseignement conduites par les Etablissements
- L'organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire
- La contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative

La validité de l'agrément est de 5 ans.

Inscriptions sur les listes dressées par les Juridictions

2004 - Inscription sur la liste des mandataires prévue par la loi sur le traitement des situations de surendettement des particuliers de l'article L332-6 du Code de la Consommation

2014 - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Toulon)

2016 - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Draguignan)

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Par décision en date du 12 février, le Conseil d'Etat a annulé partiellement le décret n°2018-767 du 31 août 2018 réformant la participation financière des personnes protégées, contre lequel l'interfédération pour la protection juridique des majeurs (FNAT, Unaf, UNAPEI) avait déposé un recours en annulation fin 2018. Un avoir à établir de 99 048€ a été passé dans les comptes pour prendre en considération cette décision.

Conventions d'objectifs

L'UDAF du Var a signé une convention pluriannuelle dite « Convention d'objectifs 2016-2020 » avec l'UNAF.

Les actions conventionnelles entrant dans la convention d'objectifs contribuent à la réalisation des missions générales décrites à l'article L211-3 du Code de l'action sociale et des familles.

Les cinq actions proposées par l'UDAF du Var sont exposées comme suit :

Action 1 : Usage responsable du numérique

Action 2 : Espaces parents en milieu scolaire

Action 3 : Parrainage de proximité

Action 4 : Extension du service Famille gouvernante

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Action 5 : Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux

Le montant du budget alloué pour l'année 2017 s'élève à 44 224 euros. A la clôture de l'exercice, la part de ce budget non intégralement consommé a été imputée en fonds dédiés pour 11 750 € à laquelle s'ajoute la quote part non consommée de l'exercice 2016 pour 8 471 € soit au total au 31 décembre 2017 : 20 224 €

Résultats sous contrôle financeurs

Les activités des services des majeurs protégés et MJAGBF font obligatoirement l'objet d'un examen annuel par l'autorité de tarification. Il appartient également à cette autorité d'affecter le résultat de ces services.

A la date de l'élaboration des comptes annuels 2016, les examens des comptes administratifs de l'exercice 2016 ne nous sont pas parvenus. En sorte que le résultat 2016 a été affecté dans un compte « Résultat sous contrôle »

Les résultats 2015 de ces deux services sont présentés comme suit :

Service PJM : Le déficit devrait être compensé par la réserve dédiée à la compensation du déficit.

L'UDAF du Var ne disposant plus d'une telle réserve, le résultat 2015 est demeurée sous contrôle en attente d'une reprise de déficit future. Les dépenses de congés payés ont été refusées.

Service DPF : Le résultat 2013 a été affecté en reprise et le résultat 2015 en report à nouveau. Les dépenses de congés payés ont été refusées.

Litige

Par jugement du 6 mai 2016, le Conseil des Prud'hommes a rejeté les prétentions d'une salariée tendant à voir condamner l'UDAF du Var pour licenciement pour cause non réelle et sérieuse. Cette salariée a interjeté appel le 10 juin 2016. Le jugement a été rendu et la provision a été totalement reprise.

D'autres litiges relatifs à l'activité PJM ont été provisionnés en fonction des risques estimés par l'association.

Engagement en matière de pensions et retraites

Des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite résultent de la convention collective applicable. L'association ne verse pas de cotisations à un organisme extérieur pour se couvrir des charges futures.

Les indemnités acquises pour l'ensemble des salariés présents à la date de clôture de l'exercice s'élèvent à 509 589 euros. La totalité de cet engagement fait l'objet d'une provision dans les comptes clos au 31 décembre 2019.

Informations générales complémentaires

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Informations à caractère fiscal :

L'UDAF du Var est exonérée des impôts commerciaux compte tenu de ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.

L'UDAF du Var est inscrite sur la liste préfectorale prévue à l'article L471-2 du Code de l'action sociale et des familles. En conséquence, conformément à l'article 261 du Code général des Impôts, les prestations de services réalisées pour l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs sont exonérées de TVA.

Pour ses autres services, l'Association est également exonérée de TVA, car elle remplit l'ensemble des critères de non-lucrativité.

Avoirs des Majeurs Protégés :

Les avoirs des Majeurs Protégés ne sont pas intégrés dans les comptes de l'Association, chacun d'eux disposant d'un compte bancaire ouvert à son nom voire titulaire personnellement des comptes financiers dont il est propriétaire.

Opérations pour le compte de tiers :

Les opérations traitées par l'Association pour le compte de tiers en qualité de mandataire sont comptabilisées dans un compte de tiers. Seule la rémunération de l'Association est comptabilisée dans le résultat.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels sont établis suivants les normes, principes et méthodes comptables résultant de la réglementation et notamment ceux issus :

- de l'avis du 17 Avril 1986 du Conseil National de la comptabilité relatif au plan comptable des établissements sanitaires et sociaux publics et privés à but non lucratif
- de l'avis du 17 décembre 1998 du Conseil National de la comptabilité relatif au plan comptable des associations, fondations et aux modalités d'établissement des comptes annuels.
- de l'arrêté du 08 Avril 1999 portant homologation du règlement du 16 Février 1999 du comité de réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.
- du décret du 22 octobre 2003 relatif la gestion budgétaire, comptable et financière des établissements mentionnés à l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles, et à l'article L6111-2 du code de la santé publique.
- de l'arrêté du 14 novembre 2003 relatif au plan comptable applicable aux établissements privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles.
- de l'avis du Conseil National de la Comptabilité n° 2007-05 du 04/05/2007.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de bases suivantes :

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 389 238** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **4 442 686** euros et un total **charges** de **4 348 271** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **94 414** euros.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

L'exercice considéré débute le **01/01/2019** et finit le **31/12/2019**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base

:

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

RECAPITULATION DES RESULTATS DES ETABLISSEMENTS

UDAF INSTITUTION	Bénéfice	19 651
UDAF DPF	Bénéfice	22 889
UDAF PJM	Bénéfice	54 634
UDAF FG	Perte	- 2 759
Résultat global avant retraitement		94 415

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres immobilisations incorporelles	114 342					114 342
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	114 342					114 342
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement			37 000			37 000
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	176 267		2 626		1 475	177 418
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	491 342		13 373		2 536	502 179
	Autres immobilisations corporelles						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		667 609		52 999		4 011	716 597
FINANCIERES	Participations et créances rattachées	1 800 000					1 800 000
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	5 525		11 496		13 852	3 169
	Autres immobilisations financières	732					732
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 806 257		11 496		13 852	1 803 901
TOTAL		2 588 208		64 495		17 863	2 634 840

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement				
	Autres	113 602	739		114 342
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	113 602	739		114 342
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement		237		237
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	99 151	13 817		112 968
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	444 237	18 346	8	462 575
	Autres immobilisations corporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	543 388	32 400	8	575 780
TOTAL		656 991	33 140	8	690 122

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

	31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	3 169		3 169
Autres immobilisations financières	732	732	
Clients douteux ou litigieux	42 797	42 797	
Autres créances clients	202 509	202 509	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	6 589	6 589	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5	5	
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers	1	1	
Groupe et associés	89 910	89 910	
Débiteurs divers	61 281	61 281	
Charges constatées d'avances	28 205	28 205	
TOTAL DES CREANCES	435 199	432 030	3 169
Prêts accordés en cours d'exercice	11 496		
Remboursements obtenus en cours d'exercice	13 852		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine	337	337		
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	79 146	79 146		
Emprunts et dettes financières divers	1 300	1 300		
Fournisseurs et comptes rattachés	90 884	90 884		
Personnel et comptes rattachés	342 861	342 861		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	232 262	232 262		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	114 509	114 509		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	16 811	16 811		
Autres dettes	544 790	544 790		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES	1 422 900	1 422 900		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	44 202			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	28 153			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Total des Charges à payer		532 348
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		26 710
<i>FOURNISSEURS FACT NON PARV</i>	<i>26 710</i>	
Dettes fiscales et sociales		490 311
<i>SALARIES - NOTES DE FRAIS</i>	<i>7 275</i>	
<i>PROVISION CONGES PAYES</i>	<i>312 845</i>	
<i>PROVISION SALAIRE C.A.P</i>	<i>8 511</i>	
<i>PRIME POUVOIR D'ACHAT</i>	<i>11 382</i>	
<i>CHARGES SOCIALES /CP</i>	<i>106 712</i>	
<i>CHARGES SOCIALES/PROV.SAL</i>	<i>2 903</i>	
<i>CHARGES FISCALES/CP</i>	<i>39 606</i>	
<i>CHARGES FISCALES/PROV.SALAIRES</i>	<i>1 077</i>	
Autres dettes		15 326
<i>CHARGES A PAYER</i>	<i>15 326</i>	

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2019
Total des Produits à recevoir		55 164
Autres créances		55 164
INDEM. JOURN. A REC. PJM	12	
ORG.SOCIAUX PROD A REC PJM	5	
CHGES FISC.PROD A REC PJM	1	
PRODUITS A RECEVOIR	7 681	
PRODUITS A RECEVOIR PRP	17 000	
03 - PRODUITS A RECEVOIR -DIVE	4 779	
UNIFAF - PRDTS A RECEVOIR 2019	25 685	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	28 205	28 205
Charges constatées d'avance - FINANCIERES		
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES		
TOTAL		28 205

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		
Produits constatés d'avance - FINANCIERS		
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS		
TOTAL		82 612

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Couverture du besoin en fonds de roulement Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour hausse des prix Provisions pour amortissements dérogatoires Réserves des plus-values nette d'actif Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	83 878		72 163	11 715
	Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Provisions pour gros entretien et grandes révisions Autres	473 907	50 090	14 408	509 589
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	557 785	50 090	86 571	521 304
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres	17 962	32 406	7 571	42 797
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	17 962	32 406	7 571	42 797
TOTAL GENERAL		575 747	82 496	94 142	564 102
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			82 496	21 979 72 163	

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN

RELEVÉ DES DETTES ET CRÉANCES INTER-ÉTABLISSEMENTS (COMPTES DE LIAISON 18XXXX) AU
31/12/2019

Dettes à l'institution :

- dossier PJM : - 319 095,62
- dossier DPF : - 64 896,42
- dossier FG : 83 689,81

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	7 319			7 319
- Fonds statutaires				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables	149 533			149 533
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	262 929			262 929
Report à nouveau	1 041 349	11 036		1 052 385
Résultat de l'exercice	32 949	61 465		94 414
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	(67 101)	21 914		(45 188)
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Dépenses refusées par l'autorité de tarification	(798)			(798)
Dépenses non opposables au tiers financeurs	(158 173)			(158 173)
TOTAL	1 268 007	94 414		1 362 422

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	31/12/2019	31/12/2018	%	%	31/12/2019	31/12/2018	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur CAC	14 255	13 530	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur CAC								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	14 255	13 530	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	14 255	13 530	100,00	100,00				